Gilets Jaunes : Interpellée le 1er mai, Camélia, cette femme enceinte, est menacée d'expulsion vers l'Espagne

05/05/2019 à 14h54

Depuis le 1er mai, des rumeurs tournaient effectivement sur le placement d'une jeune femme de nationalité espagnole, interpellée lors de la manifestation du 1er mai, placée en garde à vue puis en centre de rétention, et qui risquerait désormais l'expulsion. C'est le compte de photographes indépendants *La Meute* qui a en premier fait état de l'interpellation d'une femme enceinte, avant de révéler qu'elle était espagnole:

«Le parquet de Paris a classé sans suite les poursuites, mais la Préfecture lui a délivré une obligation de quitter le territoire français (OQTF) sans délai assortie d'une interdiction de circulation sur le territoire français de 24 mois et l'a placée en rétention pour exécution de cette mesure», explique son avocate Norma Jullien Cravotta à *CheckNews*.

(…) Camélia, argue son avocate, est pourtant une manifestante pacifique. *«Elle se rendait au pique-nique climatique social et démocratique dans le 15e, quand elle a subi un contrôle d'identité au niveau du boulevard Raspail»*. Son bouclier, qu'elle utiliserait notamment pour protéger son ventre, a alors été considéré par la police comme une arme par destination qui l'a placée en garde en vue à 11H. Sur son bouclier (en photo), il est écrit «Je suis une utopiste pacifique». En sa possession aussi au moment de son

interpellation, un masque à gaz pour se protéger des gaz lacrymogènes selon son conseil. *«A l'issue d'une garde à vue de 36h, le parquet a requis le classement sans suite, mais la préfecture a requis le placement en centre de rétention administrative (CRA), invoquant une charge déraisonnable pour l'Etat français et une menace à l'ordre public».*

www.liberation.fr